

Une nouvelle génération - La révolution des femmes polonaises après l'attaque contre les droits reproductifs

samedi 14 novembre 2020, par [J.D. et Z.R.](#) (Date de rédaction antérieure : 8 novembre 2020).

La Cour suprême a déclaré inconstitutionnel l'avortement pour raison de malformation du fœtus. Ce, alors que la loi en vigueur sur l'IVG est déjà l'une des plus restrictives d'Europe. Depuis ce sont des manifestations quotidiennes des femmes. Le mouvement s'étend à d'autres revendications et réclame notamment la démission du gouvernement. La colère entraîne dans son sillage l'ensemble des secteurs de la société hostiles au modèle conservateur promu par le PiS.

Sommaire

- [Un régime digne de l'inquisiti](#)
- [Révolte populaire...](#)
- [... qui n'épargne pas les \(...\)](#)
- [Nouvelle génération révoltée](#)
- [Villes et villages mobilisés](#)
- [Contre les patriarches](#)
- [Pour la légalité de l'avorteme](#)
- [Contre les fondamentalistes](#)
- [Après la bonne surprise](#)

Le jeudi 22 octobre 2020, le Tribunal constitutionnel polonais a décidé que la loi sur l'interruption de grossesse en vigueur depuis 1993 était en partie inconstitutionnelle. Cette loi autorisait jusque-là l'avortement dans trois cas : menace pour la santé et la vie d'une femme enceinte, constatation d'un dommage irréparable pour le fœtus et suspicion que la grossesse résultait d'un « acte interdit », c'est-à-dire viol ou inceste. La Cour a estimé que cette dernière est contraire aux dispositions constitutionnelles sur la protection de la vie. Ainsi, une institution qui théoriquement maintient l'ordre juridique a officiellement accru la souffrance des femmes. Tant celles qui savent qu'elles portent un organisme mort ou gravement et incurablement malade, que celles qui veulent avoir des enfants à l'avenir. Dans le premier cas, il s'agit de l'inimaginable torture que représente la naissance d'un enfant dont la mère sait déjà qu'il est mort ou qu'il ne survivra pas plus de quelques semaines.

Un régime digne de l'inquisition

Ce genre d'« héroïsme » s'inscrit dans la vision de Jarosław Kaczyński, président du parti PiS (Loi/Droit et Justice) au pouvoir. Il a déclaré qu'il valait la peine de donner naissance à un enfant mort, ne serait-ce que pour le baptiser et l'enterrer. Cependant, la nature barbare de cette opinion n'est pas nouvelle dans la politique polonaise. Le droit d'une femme à décider de son corps et de son avenir fait l'objet d'une lutte acharnée depuis des années. Un combat que la droite polonaise,

dépendante du soutien de l'Église catholique, a gagné sans équivoque jusqu'à ce que le jugement précité de la Cour soit rendu.

Les termes « personne ne s'attendait à l'Inquisition espagnole » prononcés dans le célèbre sketch du Flying Circus des Monty Python ne sont pas applicables en Pologne. Le fanatisme clérical y est le pain quotidien et ne devrait surprendre personne. Par contre la triple alliance particulière, qui a permis une attaque honteuse contre les femmes polonaises, peut surprendre. S'il n'y avait pas eu la pandémie et les limites du fonctionnement de la sphère publique, le tribunal chargé d'exécuter les ordres politiques du PiS aurait probablement longtemps hésité à se prononcer sur la constitutionnalité du peu de ce qui restait des droits reproductifs des femmes en Pologne. Après tout, ceux qui sont au pouvoir se souviennent de l'énorme choc du « lundi noir » - une vague de résistance sociale contre les tentatives anti-avortement, qui en 2016 a versé un seau d'eau froide sur les têtes chaudes des ultraconservateurs sûrs d'eux.

Le nombre de cas de Covid-19 s'accroît très rapidement. Au moment de la rédaction de ce texte, la Pologne se trouve à la 8^e place du tristement célèbre classement des pays ayant la plus forte incidence quotidienne d'infections. Le nombre de décès augmente également de façon alarmante et les capacités de soins de santé sont au bord de l'épuisement. Tout le monde se demande s'il y a suffisamment de lits et de respirateurs dans les hôpitaux. Les ambulances attendent pendant des heures dans les services d'urgences pour faire admettre les patients. Il pourrait sembler que dans de telles conditions, la société terrifiée n'allait pas s'occuper d'une nouvelle attaque institutionnelle contre les droits des femmes.

Pourtant, les autorités se sont trompées. Malgré l'interdiction des rassemblements de plus de cinq personnes, la Pologne connaît peut-être la plus grande vague de manifestations de rue depuis la restauration du capitalisme. Plus important encore, elles se déroulent non seulement dans les plus grands centres urbains, mais aussi dans les petites villes et les villages. Même dans celles qui, il n'y a pas si longtemps, ont été rendues célèbres dans le monde entier par les décisions effroyables de responsables locaux qui ont adopté des résolutions sur les « zones libérées de l'idéologie LGBT ». On ne sait pas exactement ce que signifiait l'instauration de telles « zones », mais ces décisions des autorités locales étaient une impitoyable et dégoûtante attaque contre des personnes ayant d'autres identités qu'hétéronormatives, même si elle ne dépassait pas la sphère symbolique. Certaines de ces collectivités ont ensuite retiré leurs décisions scandaleuses. Ce n'est guère surprenant, après que tous les enregistrements et transcriptions des réunions de leurs dirigeants ont prouvé que ceux qui ont voté pour les « zones » ne pouvaient même pas déchiffrer le sigle LGBT. Lorsqu'il s'est avéré que certains fonctionnaires locaux confus parlaient de « zones sans LPG », les réseaux sociaux furent submergés par des moqueries. L'acronyme LPG fait référence au terme anglais « *liquefied petroleum gas* » (gaz de pétrole liquéfié, GPL). Cependant, il est difficile d'accuser ces fonctionnaires d'avoir l'intention d'interdire un carburant aussi populaire en Pologne...

Révolte populaire...

Les petites villes, y compris celles situées dans des régions considérées comme des bastions de soutien au PiS, ont réagi au jugement du Tribunal constitutionnel d'une manière complètement différente de celle imaginée probablement par hommes politiques occupant des postes gouvernementaux à Varsovie. Au lieu de garder le silence, des milliers de personnes se sont mises à scander sans la moindre gêne, dans les rues et sur les places, deux slogans ne permettant aucun doute : « *wypierdalać* » [qu'on peut traduire par « allez vous faire foutre ailleurs »] et « *jebać PiS* » [baiser le PiS, fuck PiS] - des termes très grossiers.

Les premières protestations – populaires et spontanées – ont eu lieu dès l’annonce de la décision de la Cour par Przyłębska [1]. Des centaines de personnes choquées et terrifiées par la cruauté du verdict sont descendues dans la rue le soir du jeudi 22 octobre. Les foules se sont agglomérées devant le bâtiment du Tribunal constitutionnel, puis se sont rendues au siège principal du PiS, rue Nowogrodzka à Varsovie. Dès le début, les protestations ont été rendues publiques par un mouvement social de base – *Ogólnopolski Strajk Kobiet* [Grève générale des femmes] – qui a été mis en place en 2016 dans la foulée du « lundi noir ». La mobilisation sociale généralisée et déjà sans précédent avait alors conduit le parti au pouvoir à retirer son soutien au projet de loi d’interdiction totale de l’avortement débattu par la Diète [Chambre basse du Parlement].

Ogólnopolski Strajk Kobiet (OSK), une organisation féministe, dont la militante la plus connue est Marta Lempart [2], est devenue une force clé dans l’organisation de manifestations dans tout le pays : grâce à des contacts avec des militant·es de base, des centaines de marches ont été organisées au cours des jours suivants.

Dans beaucoup d’autres villes et villages les protestations ont éclaté spontanément, principalement grâce aux efforts de divers groupes informels. Le vendredi 23 octobre, des milliers de manifestant·es se sont rassemblé·es devant la villa de Jaroslaw Kaczynski dans le quartier Żoliborz de Varsovie, la foule a rempli la place de la Liberté à Poznan, et des centaines de cierges mortuaires ont été allumés devant le siège local du PiS à Lodz. Les premières protestations étaient encore relativement calmes – il y avait plus de femmes effrayées et pleurant que criant des slogans « grossiers ». Malgré cela, le journaliste de droite Rafał Ziemkiewicz les a qualifiées de « putes vulgaires » sur Twitter, et les médias pro-gouvernementaux ont constamment marginalisé le caractère massif des protestations, sous-estimant le nombre de leurs participants et participantes. Le point tournant ce furent les actions de diversion au cours des messes du dimanche dans les églises.

... qui n’épargne pas les églises

Dans le cadre de la « liturgie du dimanche », des femmes ont interrompu les messes en criant des slogans pro-avortement (« Prions pour le droit à l’avortement »), en applaudissant à tout rompre dans les cathédrales, en éparpillant des tracts et en écrivant des slogans appropriés ainsi que le numéro de téléphone de l’*Abortion Dream Team* – une organisation sociale qui facilite les avortements à l’étranger pour les femmes polonaises.

Le soir, à Varsovie, des manifestations ont eu lieu devant le siège de la Curie [organisme de gestion de l’Église], et dans tout le pays les protestations devant les églises sont devenues de plus en plus intenses. Bien sûr, cela a provoqué l’indignation des nationalistes et des commentateurs des médias qui leur sont proches, appelant avec ferveur à « défendre les sanctuaires ».

Devant l’église de la Sainte-Croix rue Nowy Świat à Varsovie, les manifestant·es ont été confronté·es à la « Garde nationale » – une étrange formation paramilitaire rapidement structurée, dirigée par Robert Bąkiewicz, un des organisateurs de la Marche annuelle de l’indépendance. Les « Défenseurs de l’Église » nationalistes ont agressé une vieille dame et poussé une jeune femme dans les escaliers, qui a dû être hospitalisée. L’agression s’est déroulée sous l’œil attentif de la police, qui n’a pas protégé les femmes qui protestaient contre l’agression des nationalistes.

Nouvelle génération révoltée

Ces événements de Varsovie ont accru la combativité sociale. Par la suite, des protestations

spontanées ont eu lieu dans un tout autre esprit : blocage des rues lundi dans des centaines de villes polonaises (des dizaines de milliers de personnes dans chacune d'entre elles), grève des femmes le mercredi (au cours de laquelle les femmes et les hommes qui les soutenaient ont refusé de travailler), marches géantes d'étudiants et de lycéens dans toute la Pologne. C'est alors que dans un discours Jarosław Kaczyński appela à lutter contre les femmes qui ne veulent pas se soumettre. Le président du PiS a été ouvertement critiqué pour avoir incité la société à la guerre civile, et son discours est devenu une force inflammatoire pour radicaliser le discours des manifestants. Lors de l'enregistrement du message, Kaczynski a fait épingler sur le rabat de sa veste l'insigne de la Pologne combattante, qui a été utilisé par les insurgés de Varsovie en 1944. Cinq survivantes de cette insurrection ont sévèrement commenté l'utilisation de ce symbole, déclarant au quotidien *Gazeta Wyborcza* que Kaczyński n'en a pas le droit et qu'un tel détournement est inacceptable. Les vétérans de l'insurrection ont également exprimé leur soutien à la protestation, la qualifiant de « juste » et – malgré la menace de l'épidémie – ont participé activement aux marches. La plus grande manifestation a eu lieu le vendredi 30 octobre à Varsovie : environ 100 000 à 150 000 personnes de toute la Pologne ont envahi les rues de la capitale. Selon la police – qui selon les commentateurs l'a sous-estimé – il s'agit de la plus nombreuse mobilisation populaire de ces dernières années en Pologne : plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues de centaines de villes et villages [3].

Parmi les manifestants, le groupe le plus nombreux est celui des très jeunes femmes et des jeunes filles – lycéennes, étudiantes, ainsi que les « jeunes adultes » – des personnes de moins de 35 ans, prenant ainsi consciemment leurs premières décisions vitales. La participation de ce groupe d'âge a amené de l'ironie et du sarcasme sur les pancartes et dans les slogans. Les plus populaires – « *wypierdalać* » (la plus grossière des insultes polonaises, ordonnant à l'adversaire de s'éloigner immédiatement) et la critique médiatique de la « vulgarité exagérée des protestations, qui ne fait que nuire à la cause » – ont rapidement conduit à des transformations créatives. On pouvait lire sur les banderoles « Nous vous invitons à vous enfuir rapidement », « Nous vous demandons de bien vouloir vous faire foutre ailleurs » ou « S'il vous plaît, partez ». Le contraste entre l'utilisation de formes d'expression neutres face à des émotions extrêmement fortes des foules de plusieurs milliers de personnes devient comique.

« Qui vit en Pologne ne rit pas dans un cirque », « Le gouvernement n'est pas une grossesse, il peut être expulsé », « Si les enfants de chœur tombaient enceintes, l'avortement serait un sacrement » et « Quand l'État ne me protège pas, je défendrai ma sœur » ne sont que quelques-uns des slogans les plus courants. Beaucoup d'entre eux ont transféré l'humour tiré des mêmes sur Internet et des programmes de divertissement populaires directement sur les pancartes et les banderoles : « Aujourd'hui, nous allons faire un ragoût de canard » [4], « Le PiS fait du thé avec de l'eau des raviolis », « On a peur de baiser » et « Il ne reste plus que [le rapport] anal » sont apparus simultanément dans de nombreuses villes et villages. Un court enregistrement réalisé lors de la manifestation étudiante de Varsovie, qui montre un groupe de jeunes gens dansant sur le tube disco d'Eric Prydz « *Call on me* » créé en 2004, est devenu le plus populaire. Au lieu du texte répété dans la version originale, la foule crie « *fuck PiS* », le deuxième slogan le plus important des manifestations antigouvernementales après « *Wypierdalać* » déjà mentionné. L'enregistrement est rapidement devenu viral, et la chanson « *Fuck PiS* » de Cypis [5], basée sur celui-ci, a été diffusée à partir d'enceintes portables lors des manifestations suivantes (au moment où ce texte est écrit, elle avait déjà été visionnée plus de 4,7 millions de fois sur YouTube).

Villes et villages mobilisés

Le caractère phénoménal des protestations après l'annonce du verdict du Tribunal de Julia

Przyłębska [6] réside dans leur généralisation sans précédent. Les « promenades » se déroulent simultanément dans des milliers de villes à travers le pays, en particulier les petites villes de quelques milliers d'habitants. Dans certaines villes, les manifestations d'octobre ont été les premières de l'histoire. À Sztum, Trzebiatow, Sanok, Pruszkow ou Myślibórz, des personnes qui n'ont jamais participé à de telles actions sont descendues dans la rue. Dans les médias on entend dire que c'est une brèche dans la réflexion sur la résistance sociale en Pologne et aussi le premier pas vers une véritable séparation entre l'Église et l'État, qui a été illusoire jusqu'à maintenant.

Le comportement des jeunes filles de Szczecinek, une ville de 40 000 habitants, a eu un impact énorme : le 25 octobre, elles s'en sont prises à un prêtre tentant de discuter avec les grévistes. Elles l'ont encerclé en criant « Montre ton utérus », « Retourne dans ton église » et finalement « Va te faire foutre ailleurs ». Ces adolescentes ont reçu le soutien de personnes manifestant dans la région et les médias locaux ont publié des vidéos de leurs actions. La chaîne de télévision d'extrême droite et pro-gouvernementale TVP Info a présenté le comportement des jeunes femmes comme une insulte scandaleuse et vulgaire envers le saint homme qui porte l'hostie. En fait, ce « saint homme » n'avait pas d'hostie. De plus, il avait été précédemment suspendu de ses fonctions de prêtre et, pendant les manifestations, il a fait un doigt d'honneur aux chauffeurs qui soutenaient les manifestants.

Contre les patriarches

Un nouveau mot, qui a rapidement fait une étonnante carrière, est apparu dans le discours public : « dziaders » [qu'on pourrait tenter de traduire par « patriarche », mais c'est plus vulgaire]. Les pancartes annonçaient le « crépuscule de ces patriarches », c'est-à-dire l'imminence de la chute du patriarcat. Le « *dziaders* », protecteur de l'ordre social conservateur polonais, est une figure extrêmement courante en Pologne : il peut s'agir d'un oncle lors d'une fête de famille, d'un professeur d'université répétant pendant les cours que les femmes ne devraient pas étudier ou d'un des ministres de l'actuel gouvernement du PiS (où il n'y a qu'une seule femme, ministre de la famille et de la politique sociale). Les femmes polonaises, fatiguées d'avoir été marginalisées pendant de nombreuses années dans la vie publique et de se voir imposer l'ethos du sacrifice pour la famille, ont dirigé leur protestation contre les hommes au pouvoir – tant le pouvoir laïque que le pouvoir ecclésiastique – qui les traitent de manière irrespectueuse, condescendante et comme des objets, en leur imposant leurs propres opinions au nom de la « défense des valeurs et des traditions ». Le tonitruant « allez vous faire foutre ailleurs » crié par les jeunes filles de 15 ans de Szczecinek peut renverser le patriarcat en Pologne, qui a été si parfaitement préservé par toutes les options politiques au cours des dernières décennies.

Sous le régime du PiS, le Tribunal constitutionnel a perdu les vestiges de son indépendance politique – déjà douteuse. Il est composé de personnes déléguées à cette fonction par les dirigeants du parti au pouvoir. Il s'agit, entre autres, de Krystyna Pawłowicz, connue pour sa prédilection à insulter vulgairement les opposants politiques, et de l'ancien procureur communiste Stanislaw Piotrowicz, membre obéissant du Parti ouvrier unifié polonais, qui a prononcé des condamnations à l'encontre des militants du syndicat Solidarnosc, puis s'est parfaitement recyclé dans les conditions de la démocratie libérale, transformant son marxisme-léninisme version stalinienne en un catholicisme ardent. Piotrowicz s'est rendu célèbre en 2001 par sa défense d'un prêtre accusé de pédophilie. Après l'arrivée au pouvoir du PiS en 2015, il a joué un rôle important dans le démantèlement du Tribunal constitutionnel pour finir par en devenir membre. Il a obtenu ce poste pour lui essuyer quelques larmes, car lors des élections législatives de 2019, il n'a pas réussi à remporter à nouveau son mandat de député. La présidente de ce Tribunal, Julia Przyłębska, est une juge critiquée dans la communauté juridique pour – en le formulant le plus délicatement possible – son manque de respect des normes juridiques.

Pour la légalité de l'avortement

L'accès à l'avortement légal fait l'objet de vives controverses en Pologne depuis de nombreuses années. Après la Seconde Guerre mondiale, la réglementation relative à l'interruption de grossesse a été modifiée à plusieurs reprises, mais l'admissibilité de l'avortement, introduite en 1956, en raison de conditions de vie difficiles d'une femme, offrait de larges possibilités d'interprétation. En pratique, cela signifiait un chemin relativement facile pour subir une interruption de grossesse dans un établissement de santé public. Cependant, la disponibilité technique et juridique de l'avortement contrastait avec un fort tabou dans la société et un fardeau moral important qui pesait sur les femmes qui avaient des grossesses non désirées. Le discours sur la « protection de la vie » contre ce que les partisans actuels du gouvernement appellent « avortement eugénique », a triomphé en 1993 lorsque la loi sur le planning familial a été adoptée. Cela s'est produit quelques mois avant le concordat entre le Vatican et la République de Pologne.

Lors de la vague des transformations sociales et économiques après 1989, le fondamentalisme catholique a gagné en importance et s'est installé dans le courant politique dominant. L'Église a cessé de servir de centre de soutien ouvert à un large éventail de cercles de l'opposition luttant contre le régime autoritaire de la République populaire de Pologne – pas seulement ceux se référant au christianisme. Son influence politique au cours des années 1990 a alimenté des discours radicalement conservateurs, qui trouvaient un écho tant parmi les classes populaires qu'au sein d'une partie de la classe moyenne polonaise en formation dans les nouvelles conditions capitalistes. Et après 1989 peu d'organisations politiques vraiment significatives ont tenté d'avancer des revendications anticléricales.

Le fait de retirer aux femmes l'accès à l'avortement légal a été baptisé « compromis sur l'avortement ». Sans l'immensité de la souffrance à laquelle la loi de 1993 a condamné des milliers de femmes, l'utilisation du mot « compromis » pourrait être considérée comme un signe d'humour noir. Ce compromis a été fait par-dessus la tête des femmes polonaises, entre la hiérarchie de l'Église et la droite politique, avec une opposition peu énergique de la part des groupes principaux de gauche et du centre. Bien qu'au Parlement, ces milieux aient voté contre la loi anti-avortement, dans les années suivantes, ils se sont distanciés de la question du droit à l'interruption de grossesse en s'efforçant d'établir des relations favorables avec l'Église. Le soutien au « compromis » est devenu une excuse pour s'éloigner du sujet. L'avortement clandestin est devenu le plus grand bénéficiaire de cet état de fait.

À la suite de décisions politiques, la Pologne est devenue depuis les années 1990 une source de main-d'œuvre bon marché pour toute l'Europe. Les bas salaires, surtout en dehors des grandes villes, font que peu de femmes qui envisagent d'avorter peuvent facilement se permettre de se rendre dans une clinique en Autriche ou en Allemagne, ou même en Slovaquie où les prix sont les plus bas. Certaines d'entre elles, aux prises non seulement avec des privations matérielles, mais aussi avec un manque de soutien de la part de leur partenaire ou de leurs proches, décident désespérément de recourir aux services d'entités plus ou moins professionnelles offrant des traitements en Pologne. La Fédération des femmes et du planning familial estime que plus de 100 000 avortements illégaux sont pratiqués chaque année. Le nombre officiel s'élève à 1 100 procédures de ce type, dont près de 1 000 avortements en 2018 ont été pratiqués en raison de « dommages irréparables du fœtus ». La décision du Tribunal constitutionnel a déplacé de facto l'avortement en Pologne des cliniques publiques vers les garages des gynécologues.

Contre les fondamentalistes catholiques

Lorsqu'en octobre 2020, l'opposition au durcissement de la loi anti-avortement a commencé à se manifester devant et parfois à l'intérieur des églises catholiques, il est devenu évident que les autorités de l'Église ne pourront pas se retirer dans une position de confortable neutralité. La coresponsabilité du clergé dans la création des conditions permettant aux aspirations des fanatiques pro-vie de devenir la réalité est largement acceptée. Un organisme a joué un rôle énorme dans le développement de l'idée de protection des « enfants dans la phase prénatale de la vie » (sic !) : l'association de fondamentalistes catholiques Ordo Iuris, une armée d'avocats habiles, bien payés par des fanatiques sud-américains. Ordo Iuris est actuellement la plus grande menace pour les droits humains en Pologne. Ses membres tentent activement transposer leur vision du monde fanatique dans le droit polonais. Comme on peut le voir, efficacement.

Du côté droit de la barricade des médias sociaux numériques, où les journalistes intellectuellement misérables, mais manifestement très excités par leur propre arrogance, répandent de violentes insultes contre les femmes, contre la communauté LGBT, contre les politiciens de l'opposition et contre pratiquement tous ceux qui risquent de s'opposer à l'équipe pro-gouvernementale. Parmi ces aboyeurs narcissiques, Rafał Ziemkiewicz, déjà mentionné plus haut, se distingue par sa particulière rudesse, que lui et d'autres comme lui définissent comme « l'insoumission ». Les attaques venimeuses contre les femmes qui luttent pour leurs droits peuvent être assaisonnées d'une pincée de théories du complot, par exemple sous la forme d'arguments pseudo-scientifiques sur la nocivité de tous les types de contraception, à l'exception de la méthode « du calendrier » (appelée par d'autres la « roulette du Vatican ») et des manipulations dégoûtantes sur les causes poussant les femmes polonaises à l'avortement. Les partisans du « droit à la vie » (des embryons) font état de motifs « eugéniques » notoires. C'est en particulier la question des personnes atteintes de la trisomie 21. Ils essayent de nous convaincre que les décisions d'interrompre une grossesse sont principalement basées sur les convictions extrêmement égoïstes des mères, perturbées par les influences culturelles de « l'Occident pourri » : ces femmes cruelles ne veulent tout simplement pas faire preuve de pitié envers leurs enfants handicapés et nient la valeur de leur vie. De telles opinions choquantes sont non seulement propagées par des fanatiques religieux qui distribuent devant les églises des écrits avertissant des « conspirations communistes-judéo-maçonniques » ou de « l'idéologie LGBT ». Elles font partie de la politique et du contenu propagés par la télévision publique, financée par nos impôts.

Dans l'interprétation droitiste de la culture polonaise, les enfants constituent la valeur la plus élevée - cependant, cela ne s'applique qu'aux « enfants à naître » (fœtus) et les jeunes qui n'ont pas encore leur propre vision du monde. Dans le discours de la droite polonaise conservatrice qui se radicalise, une adolescente qui se bat pour le droit à sa propre dignité, ne peut être que gâtée ou manipulée. Mais ces appels à l'ordre patriarcal et condescendants d'hommes politiques omniscients et d'autres défenseurs des « valeurs traditionnelles polonaises » perdent de leur influence devant la convergence des oppositions sociales qui est en cours aujourd'hui. Bien que la dynamique des manifestations de rue soit en baisse - on ne peut espérer que des foules similaires à celles de la fin du mois d'octobre descendent constamment dans les rues - le rapprochement de nombreux groupes sociaux dans l'acte de résistance aux autorités est un fait. Bien que cela puisse paraître totalement incroyable, au plus fort de la pandémie Covid-19, nous sommes face à une situation dont on peut dire sans exagération que si elle n'a pas le caractère révolutionnaire, elle en est extrêmement proche.

Après la bonne surprise

L'ampleur de cette mobilisation est d'autant plus surprenante que depuis de nombreuses années la société polonaise semble avoir été pacifiée lorsqu'il s'agit d'articuler des luttes de classe de plus grande envergure. La spécificité du développement du capitalisme néolibéral en Pologne va au-delà du sujet de cet article, mais il est intéressant de noter que les mêmes masses qui manifestent si vigoureusement aujourd'hui sont apparues jusqu'à récemment comme exceptionnellement apathiques et dépolitisées, même par rapport à d'autres pays de l'ancien bloc de l'Est.

Bien sûr, il faut éviter d'être euphorique. Car les protestations en cours sont déjà une source de frictions vives entre les différents milieux unis par leur refus du jugement du Tribunal constitutionnel. Du fait de l'inexistence d'un mouvement ouvrier de masse organisé (en dehors des syndicats affaiblis, dont certains hésitent à prendre une position claire sur l'avortement et d'autres coopèrent ouvertement avec l'extrême droite, y compris néofasciste, comme Solidarnosc, qui piétine honteusement son héritage historique), la gauche n'est pas très audible. D'une part, il faut souligner la grande détermination et les mérites des députées de Lewica [7] et des militantes des innombrables organisations sociales et politiques qui ont participé aux manifestations. Mais, d'autre part, la création d'un organisme appelé Conseil consultatif par la Grève nationale des femmes a suscité de grandes controverses.

Selon ses initiatrices, ce Conseil doit jouer un rôle strictement consultatif au service du mouvement de masse. Cependant, il a été composé surtout des personnes associées au milieu des ONG de Varsovie, aux institutions universitaires et aux organisations politiques. Parmi elles on trouve entre autres un ancien ministre discrédité lors du gouvernement de PO [8]. Ce Conseil n'a pas été choisi par une procédure démocratique, mais à l'initiative des dirigeantes de l'OSK et de leurs associés. Le Conseil déclare que, outre la question des droits reproductifs, il analysera les questions soulevées par les manifestant·es en matière de droits des travailleurs, de politique sociale, du système éducatif ou d'écologie. Ce que seront exactement le travail et le but de cet organisme n'est pas clair. Mais il est clair qu'il y a en son sein des gens qui ont des points de vue extrêmement différents sur des questions fondamentales, comme les « contrats poubelles » [9]. Il y a donc un risque qu'un conseil non élu de façon démocratique et dont les objectifs ne sont pas clairs se divise avant même de faire connaître les résultats de son travail.

Ce n'est pourtant pas une raison pour sombrer dans le fatalisme. Ce Conseil pourrait jouer un rôle important, par exemple en coordonnant la défense des militantes que les autorités commencent déjà à réprimer. En théorie, les militantes des droits des femmes dans les petites villes sont les plus faciles à atteindre, car elles n'ont pas une grande base sociale et médiatique. Elles sont déjà menacées de peines allant jusqu'à 8 ans de prison, de licenciements ou de diverses formes d'ostracisme. Mais ce sont aussi des personnes fortes qui, dans ces circonstances exceptionnelles, peuvent compter sur la solidarité d'un mouvement sans précédent dans toute la Pologne. Il semble que l'un des slogans les plus importants de la révolution polonaise rampante - « Tu n'iras plus jamais seule » - trouve cette fois-ci sa confirmation dans la réalité.

Varsovie, le 8 novembre 2020

J.D. et Z.R.

P.-S.

• Inprecor, novembre 2020 :

<http://www.inprecor.fr/article-La-r%C3%A9volution-des-femmes-polonaises-apr%C3%A8s-l%E2%80%99attaque-contre-les-droits-reproductifs?id=2396>

* J.D. et Z.R. sont militants de la gauche radicale polonaise. Elle et lui sont employés par des institutions publiques du secteur culturel. Pour leur éviter un danger de licenciement au nom de l'interdiction « de manifester publiquement ses opinions politiques » nous avons décidé de ne pas divulguer leurs noms. (Traduit du polonais par JM, les notes et intertitres sont de la rédaction).

Notes

[1] Julia Przyłębska, née le 16 novembre 1959, juriste et diplomate, a été élue membre du Tribunal constitutionnel en décembre 2015 par les députés du PiS de la Diète. En décembre 2016 le président de la République Andrzej Duda (PiS) l'a nommé présidente du Tribunal constitutionnel. Selon de nombreux juristes, dont les anciens présidents de ce Tribunal, sa nomination a été établie en violation de la loi.

[2] Marta Lempart, juriste de formation, une des initiatrices de l'organisation polonaise Ogólnopolski Strajk Kobiet (Grève nationale des femmes, OSK), qui exige le droit à l'avortement libre, a été une des organisatrices de la « protestation noire » - une mobilisation des femmes contre la tentative de faire passer une loi interdisant totalement l'avortement en Pologne, en septembre-octobre 2016 - et du « Lundi noir » (3 octobre 2016) - première grève des femmes en Pologne, à laquelle elle avait appelé. Cette mobilisation a forcé le gouvernement PiS à retirer le projet de loi. Elle a également pris part à l'organisation des mouvements en défense de l'indépendance de la justice, contre la pédophilie des ecclésiastiques en Pologne, en défense des LGBT+ et des personnes handicapées. Elle a fait publiquement état de son coming out.

[3] Traduit littéralement, le nom de famille du président du PiS fait référence au canard (kaczka en polonais).

[4] Cf. : https://www.youtube.com/watch?v=FQq6Mwv_jpw

[5] Cf. : https://www.youtube.com/watch?v=FQq6Mwv_jpw

[6] Ce Tribunal constitutionnel, que le gouvernement PiS a profondément restructuré en 2015 - restructuration remise en cause par l'Union européenne - n'a plus grand-chose à voir avec une justice indépendante, même seulement formellement. Il est illégitime, comme sa présidente, d'où cette appellation largement répandue de Tribunal de Przyłębska.

[7] Lewica (la Gauche) est le nom porté par l'alliance politique constituée par SLD (Alliance de la gauche démocratique, qui a ses racines dans le Parti ouvrier unifié polonais au pouvoir de 1944 à 1989), Wiosna (le Printemps, un parti de centre-gauche fondé par Robert Biedron, militant LGBT et journaliste, en 2019), Lewica Razem (Gauche ensemble, un parti à la gauche du SLD fondé en 2015), le PPS (Parti socialiste polonais, se réclamant de la tradition social-démocrate) et plusieurs autres petites organisations politiques, dont l'Initiative féministe, ainsi qu'un syndicat paysan et un syndicat étudiant. Lewica est arrivé en troisième position lors des élections d'octobre 2019, obtenant 49 député-es (24 SLD, 19 Wiosna et 6 Lewica Razem) ainsi que deux sénateurs (1 Wiosna et 1 PPS).

[8] Platforma obywatelska (Plateforme civique) est le principal parti néolibéral conservateur polonais, fondé en 2001 à partir de secteurs issus de l'Alliance électorale Solidarité (AWS, également à l'origine du PiS) et de l'Union pour la liberté (UW, qui avait ses racines dans les courants libéraux de l'opposition polonaise et du syndicat Solidarnosc). PO a dirigé le gouvernement polonais de novembre 2007 à novembre 2015 et le président de la République entre 2010 et 2015, B. Komorowski, était issu de ses rangs. Aux élections de 2019, l'alliance électorale constituée par PO - avec le petit parti de gauche Inicjatywa Polska (iPL, Initiative polonaise), le parti libéral Nowoczesna (Moderne) et le petit Parti Vert - a obtenu 134 députés (111 députés PO, 8 Nowoczesna, 4 iPL, 1 Vert) et 40 sénateurs (tous PO). PO est membre du Parti populaire européen, présidé actuellement par son ancien Premier ministre Donald Tusk.

[9] Les « contrats poubelles » ne sont pas des véritables contrats du travail, ce sont des contrats commerciaux, permettant d'embaucher pour exécuter une tâche. Les travailleurs ainsi embauchés n'ont pas de temps de travail défini ni d'assurance sociale. Le nombre de ceux qui ne vivent que de ces « contrats poubelles » a augmenté sous les gouvernements du PiS, atteignant en fin 2019 le nombre de 1 200 000 travailleuses et travailleurs.